

Budget Rectificatif n°2

Exercice 2022



20 SEPTEMBRE 2022



SOMMAIRE

I - Eléments de contexte.....	p. 3
I.1 Préambule.....	p. 3
I.2 Premiers constats.....	p. 4
I.3 Plan d'Action finances.....	p. 5
I.4 Organisation budgétaire.....	p. 5
II - Les autorisations budgétaires limitatives.....	p. 8
II.1 L'exécution de dépenses AE/CP.....	p. 9
II.2 L'exécution de recettes.....	p. 17
II.3 Le solde budgétaire.....	p. 20
II.4 Les Restes à Payer.....	p. 20
III - L'équilibre financier.....	p. 21
IV - La soutenabilité financière 2022.....	p. 22
IV.1 La situation patrimoniale.....	p. 23
IV.2 La capacité d'autofinancement.....	p. 23
IV.3 Le fond de roulement.....	p. 24
Conclusion.....	p. 24

Annexe :

- Liasse budgétaire
- Tableau DPGECP

I - Eléments de contexte

I.1 Préambule

Le décret n°2019-1459 du 26 décembre 2019 a créé l'Institut national d'enseignement supérieur pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement (L'Institut Agro), établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, grand établissement au sens de l'article L717-1 du code de l'éducation.

Il a pour objet la création, l'organisation et le fonctionnement d'un grand établissement au sens du code de l'Education regroupant initialement l'Institut national d'études supérieures agronomiques de Montpellier (Institut Agro Montpellier) et l'Institut national supérieur des sciences agronomiques, agroalimentaires, horticoles et du paysage (Institut Agro Rennes-Angers).

Depuis le 1er janvier 2022, l'Institut national supérieur des sciences agronomiques, de l'alimentation et de l'environnement (Agrosup Dijon) a rejoint l'Institut Agro conformément au décret 2021-1723 du 20 décembre 2021 portant intégration de l'Institut national supérieur des sciences agronomiques, de l'alimentation et de l'environnement (Agrosup Dijon) à l'Institut national d'enseignement supérieur pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement.

Désormais, cet établissement comprend trois écoles internes :

- L'Institut Agro Dijon ;
- L'Institut Agro Montpellier ;
- L'Institut Agro Rennes-Angers.

L'établissement est placé sous la tutelle du ministre chargé de l'Agriculture et de l'Alimentation, qui exerce les attributions dévolues au ministre chargé de l'enseignement supérieur et au recteur de région académique par les articles L222-2, L711-8, L719-4, L719-5, L719-7, L719-8, L719-13 et L762-1 du code de l'éducation et par les textes réglementaires pris pour leur application, à l'exception des articles R 719-87 et R 719-90 du même code.

Enfin, par délibération en date du 16 novembre 2021, le conseil d'administration de l'Institut Agro a décidé la création de la fondation universitaire dénommée « Fondation Institut Agro » au 1er janvier 2022 et l'affectation à la nouvelle Fondation Institut Agro des biens, droits, obligations et ressources des deux fondations dissoutes (Fondation Agrocampus Ouest et SupAgro Fondation).

I.2 Premiers constats

L'outil Cocktail

L'Institut Agro est doté du système d'information « Cocktail » pour la gestion de la chaîne de la dépense et de la recette. Celui-ci souffre de plusieurs lacunes rendant insécurisante la gestion des circuits financiers par l'absence de dématérialisation des pièces dans l'outil, ainsi qu'un manque de lisibilité faute de restitutions suffisantes (mesure du DGP, suivi des dépenses avec l'ensemble des données d'imputation, restes à payer...).

Les processus

Au-delà du manque de lisibilité et d'exhaustivité liées à l'outil, s'ajoutent celles causées par des processus non fiabilisés s'agissant de :

- La gestion des services faits (SF) : au 31 décembre 2021, les SF antérieurs au 1er janvier 2021 non dénoués, représentent un volume financier de 2,34 M€, augmentant ainsi la dette de l'école sans certitude qu'elle soit en totalité avérée.

- La qualité des SF : des certifications de SF insuffisamment justifiées ne permettant pas de garantir leur sincérité, dates saisies en contradiction avec les pièces justificatives. Ces données sont pourtant cruciales à la détermination des intérêts moratoires dus aux fournisseurs en cas de réclamation, à défaut de les automatiser actuellement sur l'Institut (alors qu'il s'agit d'une obligation légale).
- La gestion des immobilisations : le patrimoine de l'établissement n'est pas suivi en raison de l'absence d'un inventaire physique actualisé et maîtrisé qui empêche tout rapprochement avec l'inventaire comptable. Il en est de même pour la gestion des immobilisations en cours et en service, qui souffrent d'un défaut de suivi. Cela entraîne une absence de calcul d'amortissement sur des montants significatifs (plus de 7M€). In fine, le calcul des dotations aux amortissements, éléments majeurs du calcul de la CAF, n'est pas fiable.
- La gestion des recettes : au 31/12/2021, 4,3M€ de recettes encaissées se trouvaient sur le compte d'imputation provisoire, faute d'être identifiées et rattachées à une facture émise par l'agence comptable, celles-ci étant alors comptabilisées comme de la dette (anormalement élevée) dans le calcul du besoin en fond de roulement.

L'ensemble de ces éléments faussent la lecture budgétaire et comptable, et font apparaître une trésorerie et un fond de roulement incertains.

Les achats

En matière de politique d'achat, l'absence de programmation pluriannuelle de l'ensemble des marchés ne permet pas encore à ce jour d'avoir une vision à court, moyen et long terme et des impacts budgétaires associés.

L'exécution budgétaire

Il s'agit de préciser ici que les comptes financiers des écoles des 5 années précédant la création de l'Institut Agro ne démontraient pas des taux d'exécution satisfaisants. Depuis 2020 ces taux demeurent insuffisants malgré une progression notable entre 2020 et 2021. En effet le caractère récent et complexe de la mise en place des actions permettant d'améliorer le fonctionnement de la chaîne financière (cf infra) n'a pas permis en seule année d'infléchir sensiblement à ce jour la tendance.

La mise en place d'une démarche d'amélioration de la performance structurée et inter-écoles

La création de l'Institut Agro, qui s'accompagne de la mise en place d'un pilotage renouvelé au sein des écoles et de l'Institut Agro au cours de l'année 2021, a permis d'objectiver les points de forces et les difficultés de fonctionnement de la chaîne financière au sein des écoles et ainsi de co-construire un plan d'action performance visant à sécuriser, rationaliser, fluidifier et optimiser l'organisation budgétaire et comptable.

Pour garantir la réalisation de ces objectifs qui sont nombreux et transversaux aux trois écoles, l'Institut Agro a fait le choix d'un accompagnement spécifique via un cabinet d'expertise spécialisé sur ces sujets. La démarche, associant l'ensemble des acteurs financiers, est initiée depuis début février 2022 et se déroulera sur le 1^{er} semestre de l'année 2022.

L'objectif est de pouvoir obtenir une lisibilité exhaustive de la situation budgétaire et comptable de l'Institut Agro à compter de l'exercice 2025 qui verra la mise en œuvre d'un nouvel SI Finance (PEP Inetum) en remplacement du SI Cocktail. A l'issue de cette phase de modernité et de conduite du changement, il sera possible de construire la stratégie financière de l'Institut Agro.

Cette démarche s'apprécie dans un contexte de changement pour l'Institut Agro marqué par deux projets majeurs pour l'année 2022 :

- Intégration de l'école Agrosup Dijon le 1^{er} janvier 2022

- Fusion des deux fondations actuelles pour n'en former qu'une seule depuis le 1^{er} janvier 2022

I.3 Plan d'Action Finances

L'objectif du plan d'action finances est de définir une trajectoire selon un plan de charge priorisé au regard des enjeux et des capacités en matière RH associées, s'agissant des items suivants :

Sécurisation de la chaîne de la dépense et de la recette

- Achats : définition des modalités de mise en concurrence par seuils pour les achats inférieurs à 40 k€, programmation pluriannuelle, dématérialisation complète des procédures marchés.
- TVA et fiscalité : mise en œuvre d'une prestation d'accompagnement à la gestion et l'optimisation en matière de TVA.
- Dématérialisation de la chaîne financière : mise en œuvre d'une convention de dématérialisation avec l'agence comptable.
- Mise en place de la signature électronique : expérimentation démarrée fin 2021 et phase de généralisation depuis le début de l'exercice 2022.

Analyse et performance

- Nouvel SI : participation aux groupes de travail national pour la mise en œuvre d'un nouvel SI (PEP Inetum) au 1^{er} janvier 2025.
- DGP : mesure du DGP actuel et fixation d'une cible fin 2022.
- Taux de consommation : objectif 2022 d'un taux de consommation de 60% de CP au 31 juillet 2022.
- Construction de référentiels communs et pertinents (codes DESTINATION/ORIGINE, codes achats, glossaire des comptes comptables, dérivation des codes achats vers les comptes comptables).
- Gestion des SF : apurement du compte 408 et formalisation des processus.
- Recettes : apurement des recettes en attente sur compte d'imputation provisoire.
- Carte achat : déploiement prévu pour les achats de faible montant et de proximité à compter de novembre 2022

Organisation

- Elaboration/formalisation et communication de procédures budgétaires et comptables communes aux trois écoles
- Mise en place d'une nouvelle organisation de la chaîne budgétaire et comptable permettant de garantir la performance des activités

I.4 Organisation budgétaire

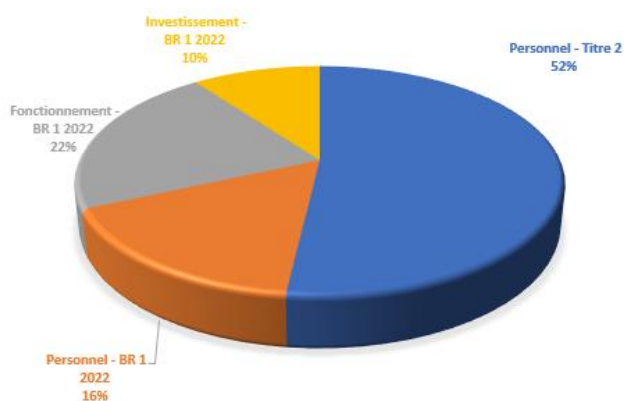
Le budget de l'Institut Agro est constitué d'un budget principal, désigné également sous le terme « budget hors fondation », décomposé ainsi :

- un budget central dit « budget commun » ;
- un budget propre intégré (BPI) pour l'Institut Agro Dijon ;
- un budget propre intégré (BPI) pour l'Institut Agro Montpellier ;
- un budget propre intégré (BPI) pour l'Institut Agro Rennes-Angers ;

et d'un budget annexe

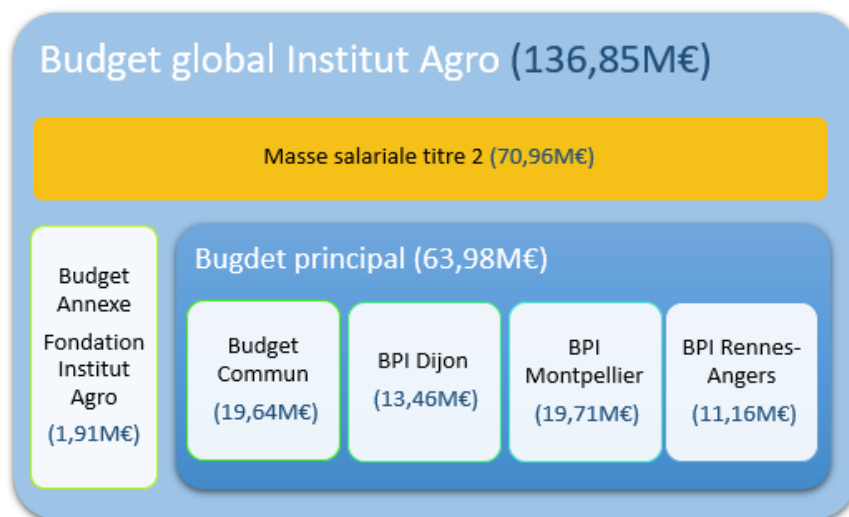
- budget Fondation Institut Agro

Les moyens de l'établissement



Les moyens globaux de l'Institut Agro représentent 136,85 M€. Cela intègre 93,42 M€ au titre de la rémunération du personnel, dont 70,96 M€ pris en charge directement par le ministère de l'agriculture et de l'alimentation, et 22,46 M€ sur le budget propre de l'établissement.

Représentation de l'architecture budgétaire 2022 et des volumes financiers associés :



Outre les dépenses initialement fléchées dans le budget des écoles et aujourd'hui inscrites dans le budget commun du fait de leur caractère transversal, le montant des dépenses nouvelles identifiées dans le BI 2022 liées à la mise en place de l'Institut Agro demeure contenu au regard du montant du budget global.

Il s'agit en effet de préserver les montants alloués à chacune des écoles pour financer les activités d'enseignements et de recherche tant en dépenses de personnel, de fonctionnement que d'investissement.

La mise en place de l'Institut nécessite toutefois le financement de dépenses nouvelles ou exceptionnelles s'agissant d'activités transversales structurantes identifiées dans le projet stratégique.

A noter qu'à compter de l'exercice 2022, les dépenses et recettes qui seront prises en charge sur le budget commun de l'Institut Agro concerneront les items suivants, tout le reste étant rattaché aux budgets propres intégrés (BPI) des écoles internes :

- En matière de dépense :

Nature de dépense	Désignation
Personnel	Masse salariale des contractuels sous plafond (ACB, doctorants, étudiants, apprentis...), dont le financement est assuré en tout ou partie par la subvention de charge pour service public, ainsi que les honoraires médicaux

Fonctionnement	Dépenses liées à la mise en place de l'Institut, au fonctionnement de l'Institut (ie : hors écoles internes), et aux dépenses mutualisées pouvant faire notamment l'objet de projets stratégiques et structurants. Liste non exhaustive : abonnements mutualisés, adhésions, contrats de licences et/ou maintenance SI, frais de déplacements des personnels relevant de l'Institut, dépenses de communication Institut, fournitures Instituts...
Investissement	Les dépenses d'investissement relatives à des opérations immobilières reviennent au niveau des BPI. Seules les opérations "vivantes" en cours restent au niveau commun jusqu'à leur finalisation. Les dépenses nouvelles d'investissement pourront couvrir des projets portés par l'Institut. Exemple pour 2022 : projet de mise en œuvre d'un système d'information de workflow dématérialisé (parapheur numérique et coffre-fort numérique)

- En matière de recettes :

Type de recette	Désignation
Globalisée	Toutes les recettes relatives à la SCSP, et la subvention pour exonération DI boursiers
Fléchée	Les recettes liées aux opérations fléchées encore prises en charge sur le budget Institut

Les prévisions budgétaires sont présentées en autorisations d'engagement (AE), crédits de paiement (CP) (pour les dépenses) et en encaissements (pour les recettes). Ces prévisions sont retracées dans le tableau 2 de la liasse budgétaire annexée à ce compte-rendu.

Les dépenses (AE, CP) sont subdivisées selon trois natures : personnel, fonctionnement, investissement. Les recettes (encaissements) sont subdivisées selon deux natures principales : recettes globalisées et recettes fléchées.

Les dépenses et recettes sont imputées selon un référentiel de codes DESTINATION (pour les dépenses) et ORIGINE (pour les recettes) permettant d'assurer un suivi des **grandes missions** de l'Institut Agro, à savoir la **Formation** et la **Recherche**, ainsi que les fonctions supports et moyens pour y parvenir.

DESTINATION	ORIGINE	
D1	R1	IMMOBILIER
D2	R2	GOUVERNANCES ET FONCTIONS SUPPORT
D3	R3	VIE ÉTUDIANTE
D4	R4	FORMATION INITIALE
D5	R5	FORMATION CONTINUE
D6	R6	RECHERCHE & TRANSFERT
D7	R7	CHUV / DOMAINE / HALLES
D8	R8	PRESTATIONS DE SERVICE
	R9	SCSP

/!\ Les données présentées dans ce document relatives au compte financier 2021 (CF 2021) sont la compilation des CF 2021 de l'Institut Agro à 2 école et du CF 2021 d'Agrosup Dijon. En effet, l'objectif de ce choix a été conduit par une lecture comparative pertinente à iso périmètre.

II - Les autorisations budgétaires limitatives

Les autorisations budgétaires limitatives rendent compte de la consommation des autorisations d'engagement (AE) et des crédits de paiement (CP) sur un exercice, approuvées par le Conseil d'Administration lors du vote réalisé dans le cadre de la présentation du Budget Initial (BI) ainsi que des Budgets Rectificatifs (BR) au cours de l'exercice. Par ailleurs sont présentées les recettes (encaissements) permettant de définir le solde budgétaire (encaissement – décaissement) obtenu sur un exercice.

A noter que le BI 2022 voté lors du CA du 16 novembre 2021, a fait l'objet d'un premier budget rectificatif voté lors du CA du 11 janvier 2022 suite de l'intégration de l'école de Dijon au sein de l'Institut Agro. Celui-ci a consisté en une consolidation « technique » du BI de l'Institut Agro et du BI d'Agrosup Dijon.

Rappelons ici que le BI 2022 a été construit sur la base de travaux de programmation réalisés lors du début du second semestre 2021. Cela conduit à devoir prendre en charge certaines dépenses qui n'étaient pas prévisibles au moment de sa réalisation :

- Reprise des activités, difficilement quantifiable au moment de la construction du BI 2022 après deux exercices marqués par la crise sanitaire ;
- Nouveaux besoins prioritaires liés aux développements d'activités relatives à la poursuite des projets de création de l'Institut ;
- Impact de la nouvelle crise inflationniste actuelle impactant les coûts sur les fluides, les matières premières et les travaux.

Enfin, s'agissant des dépenses de personnel, en raison de l'intégration de Dijon au sein de l'Institut Agro et d'une réorganisation des services RH dans le traitement de la paye, les données de masse salariale n'ont pas pu être intégrées au SI Cocktail. Cette note présente donc les données agrégées des données issues des trains de paye s'agissant des données de rémunération.

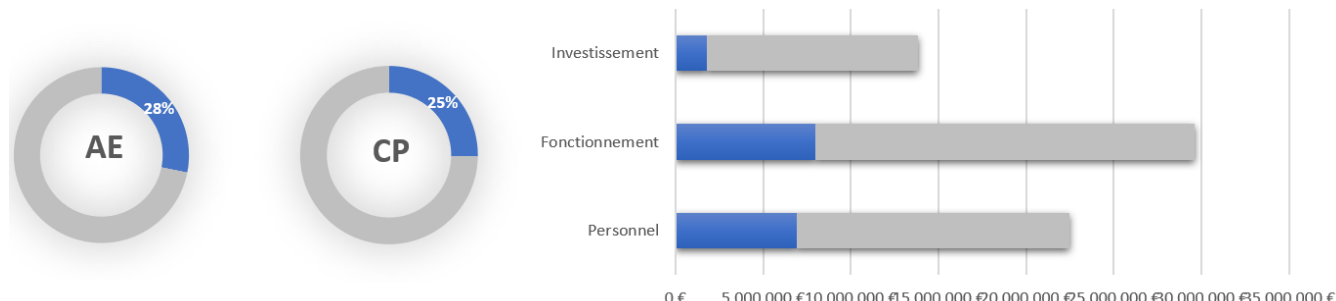
Situation budgétaire arrêtée au 30 avril 2022 comparée au BR 1 2022 (désigné BI 2022 dans tous les tableaux et graphiques du présent document pour simplifier la lecture) et à l'actualisation du point d'atterrissage prévisionnel au 31 décembre 2022 :

BUDGET GLOBAL	BI 2022	30/04/2022	% Conso	Dispo	BR 2 2022
DEPENSES					
Autorisations d'engagement	69 093 555 €	19 469 582 €	28%	49 623 973 €	70 696 040 €
Personnel	22 455 951 €	6 895 282 €	31%	15 560 669 €	22 736 951 €
Fonctionnement	37 252 885 €	11 525 223 €	31%	25 727 662 €	37 998 399 €
Investissement	9 384 719 €	1 049 078 €	11%	8 335 642 €	9 960 690 €
Crédits de paiement	65 884 082 €	16 629 900 €	25%	49 254 182 €	66 900 499 €
Personnel	22 455 951 €	6 891 569 €	31%	15 564 382 €	22 736 951 €
Fonctionnement	29 589 111 €	7 972 507 €	27%	21 616 605 €	30 079 111 €
Investissement	13 839 020 €	1 765 825 €	13%	12 073 195 €	14 084 437 €
RECETTES					
					111 082 000 €
Recettes	63 998 559 €	15 805 929 €	25%	48 192 630 €	64 105 559 €
Recettes globalisées	46 976 442 €	14 628 638 €	31%	32 347 803 €	46 976 442 €
Recettes fléchées	17 022 117 €	1 177 290 €	7%	15 844 827 €	17 129 117 €
SOLDE BUDGETAIRE	-1 885 524 €	-823 972 €	-	1 061 552 €	- 2 794 941 €

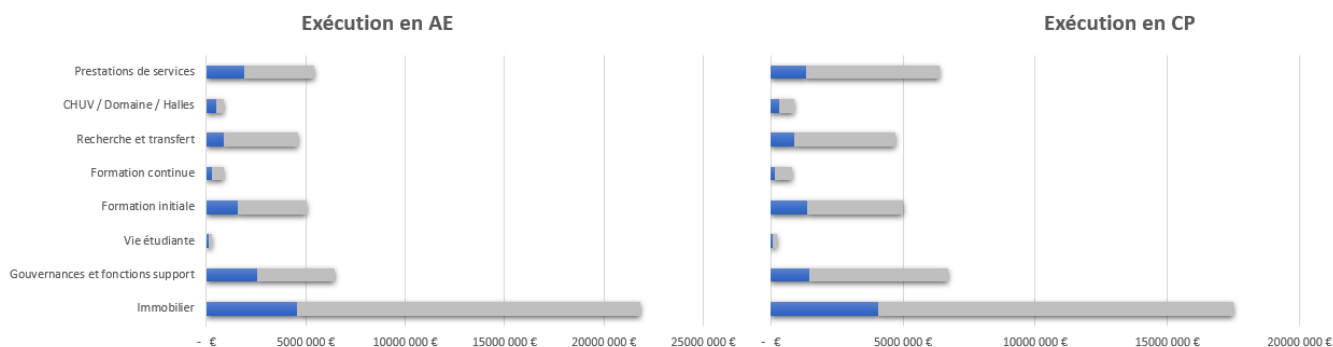
II.1 L'exécution des dépenses en AE/CP

Situation arrêtée au 30/04/2022 :

- Par natures de dépenses :



- Par destinations * :



* hors dépenses de personnel non intégrées dans le SI cocktail à la date des données du CRG 1. Elles sont en cours d'intégration et seront lisibles dans le SI cocktail d'ici au prochain CRG.

On observe à l'occasion de ce premier bilan quadrimestriel, un taux de consommation global (toutes natures de dépenses confondues) de 28% en AE et 25% en CP qui offre une trajectoire convergente avec l'objectif fixé d'avoir atteint 60% de consommation de CP, hors investissement, au 31/07/2022. Le taux d'exécution des recettes à 25% est minorée par les recettes fléchées qui répondent à un calendrier soit sur marché de travaux soit sur convention.

Pour autant, comme cela est précisé dans la suite du document, il convient de nuancer cette exécution correcte au regard des exercices précédents, par le fait d'un nécessaire BR au regard de notre atterrissage réévalué et faisant apparaître un besoin de 1,6 M€ en AE et 1,02 M€ en CP, justifié par des dépenses non prévisibles au moment de la programmation 2022 et inéluctables :

- Dépenses de personnel : + 281 k€ en AE/CP
- Dépenses de fonctionnement : + 745k€ en AE et + 490k€ en CP
- Dépenses d'investissement : + 576k€ en AE et + 245k€ en CP

LES DEPENSES DE PERSONNELS

1. Budget commun Institut Agro

Le budget central identifie les dépenses des fonctions pérennes soutenues par l'institut Agro.

La trajectoire d'exécution 2022 du budget central présente une augmentation de 1,70% par rapport au budget initial 2022.

Cette augmentation s'explique par la prise en compte au 1er juillet 2022 de l'hypothèse de la réévaluation du point d'indice sur la base de 4% (+234 k€).

Cette augmentation n'impacte pas les consommations ETPT.

	CF 2021	BI 2022	BR 2022	Prév. Exéc. 2022	Ecart BR / BI
Total des emplois rémunérés par l'opérateur sur budget central	12 682 626	13 778 607	+ 234 000	14 012 607	+1,70%
Emplois rémunérés par l'opérateur sur budget central – IA Rennes Angers	2 062 339	2 200 000	+37 000	2 237 000	+1,68%
Emplois rémunérés par l'opérateur sur budget central – IA Montpellier	4 501 713	4 885 000	+ 77 000	4 962 000	+ 1,58%
Emplois rémunérés par l'opérateur sur budget central – IA Dijon	6 118 574	6 693 607	+ 120 000	6 813 607	+ 1,79%

	CF 2021	BI 2022	BR 2022	Ecart BI / BI
Total des emplois rémunérés par l'opérateur sur budget central	290,43	303,59	-	-
Emplois rémunérés par l'opérateur sur budget central – IA Rennes Angers	48,28	52,28	-	-
Dont CDI	30,36	32,08	-	-
Dont CDD	17,92	20,20	-	-
Emplois rémunérés par l'opérateur sur budget central – IA Montpellier	106	108,10	-	-
Dont CDI	78,2	79,30	-	-
Dont CDD	27,8	28,80	-	-
Emplois rémunérés par l'opérateur sur budget central – IA Dijon	136,15	143,21	-	-
Dont CDI	73,89	72,64	-	-
Dont CDD	58,26	66,57	-	-
Dont Titulaires détachés sur contrat	4,00	4,00	-	-
Total emplois rémunérés par l'Etat (Prog 142)	902,00	902,00	-	-
Emplois rémunérés par l'Etat (Prog 142) – IA Rennes Angers	323	328,00	-	-
Emplois rémunérés par l'Etat (Prog 142) – partie INS	3,5	5,00	-	-
Emplois rémunérés par l'Etat (Prog 142) – IA Montpellier	247,78	250,00	-	-
Emplois rémunérés par l'Etat (Prog 142) – IA Dijon	319	319,00	-	-

2. Budget propre intégré INSTITUT AGRO Rennes-Angers

Pas de budget rectificatif.

	CF 2021	BI 2022	BR 2022	Ecart BI / BI
Emplois rémunérés par l'opérateur sur budget intégré INSTITUT AGRO Rennes Angers	2 474 157	2 653 600	-	-
<i>Dont autres :</i>	886 428	749 400	-	-
<i>RAFP</i>		75 000		
<i>Restauration</i>		45 000		
<i>Vacations</i>		443 400		
<i>Heures complémentaires</i>		186 000		
ETPT	41,36	47,90	-	-

3. Budget propre intégré Institut Agro Montpellier

Pas de budget rectificatif.

	CF 2021	BI 2022	BR 2022	Ecart BI / BI
Emplois rémunérés par l'opérateur sur budget intégré INSTITUT AGRO Montpellier	2 018 221	2 655 000	-	-
<i>Dont autres :</i>	687 057	683 000	-	-
<i>RAP N-1 (HEC / Vacances)</i>		-		
<i>Restauration</i>		60 000		
<i>Rémunération brevet inventeur</i>		16 000		
<i>Vacations</i>		477 000		
<i>Heures complémentaires</i>		130 000		
ETPT	36,96	56	-	-

4. Budget propre intégré Institut Agro Dijon

Pas de budget rectificatif.

	CF 2021	BI 2022	BR 2022	Ecart BI / BI
Emplois rémunérés par l'opérateur sur budget intégré INSTITUT AGRO Dijon	1 602 424	2 729 743	-	-
<i>Dont autres :</i>		614 035	-	-
<i>PCA</i>		11 550		
<i>PEDR</i>		93 500		
<i>Indemnités CNU</i>		13 000		
<i>Vacations</i>		281 563		
<i>Heures complémentaires</i>		214 421		
ETPT	27,13	41,07	-	-

5. Budget annexe Fondation Institut Agro

a. Antenne Rennes-Angers

	CF 2021	BI 2022	BR 2022	Ecart BR / BI
Emplois rémunérés par l'opérateur sur budget annexe Fondation Rennes Angers	68 916	194 000	-	-
Dont autres :	4 019	12 000	-	-
Vacations		8 000		
Heures complémentaires		4 000		
ETPT	2,08	5,50	-	-

b. Antenne Montpellier

	CF 2021	BI 2022	BR 2022	Ecart BR / BI
Emplois rémunérés par l'opérateur sur budget annexe Fondation Montpellier	312 755	445 000	-	-
	9,7	11	-	-

c. Antenne Dijon

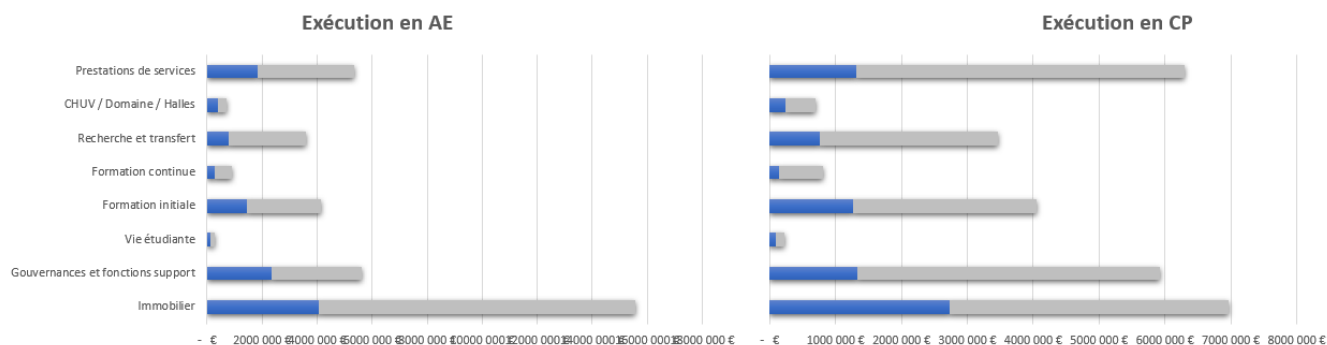
	CF 2021	BI 2022	BR 2022	Ecart BR / BI
Emplois rémunérés par l'opérateur sur budget annexe Fondation Dijon	-	-	+ 47 000	+47 000
	-	-	+ 1	+ 1

6. Synthèse

	CF 2021	BI 2022	BR 2022	Prév. Exéc. 2022	Ecart BR / BI
Total des emplois rémunérés par l'opérateur sur budget central	12 682 626	13 778 608	+ 234 000	14 012 607	+1,70%
Emplois rémunérés par l'opérateur sur budget intégré INSTITUT AGRO Rennes Angers	2 474 157	2 653 600	-	2 653 600	-
Emplois rémunérés par l'opérateur sur budget intégré INSTITUT AGRO Montpellier	2 018 221	2 655 000	-	2 655 000	-
Emplois rémunérés par l'opérateur sur budget intégré INSTITUT AGRO Dijon	1 602 424	2 729 743	-	2 729 743	-
Emplois rémunérés par l'opérateur sur budget annexe Fondation Rennes Angers	68 916	194 000	-	194 000	-
Emplois rémunérés par l'opérateur sur budget annexe Fondation Montpellier	312 755	445 000	-	445 000	-
Emplois rémunérés par l'opérateur sur budget annexe Fondation Dijon	-	-	+ 47 000	47 000	-
Totaux	19 159 099	22 455 951	+ 281 000	22 736 951	+ 1,25%

LES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Situation au 30/04/2022 des dépenses de fonctionnement :



Avec un taux de consommation de 31% en AE et 27% en CP, le niveau d'exécution des dépenses de fonctionnement s'inscrit dans une tendance normalisée de notre prévisionnel affichée au BI 2022, comparativement aux deux exercices précédents dans un contexte non représentatif tant par le démarrage de l'Institut Agro que par le contexte sanitaire. Pour autant il masque des disparités entre écoles précisées plus bas, et doit être mis en relief du contexte actuel d'inflation des prix tant sur les fluides que les fournitures de certaines matières premières.

Pour illustration, le surcoût évalué des fluides pour cet exercice est de + 450 k€ pour l'ensemble de l'Institut Agro.

Par ailleurs, l'augmentation du niveau des consommations constatée au premier quadrimestre 2022 s'explique également par de nouveaux besoins prioritaires liés aux développements d'activité nécessitant des ajustements budgétaires conséquents s'agissant des dépenses de fonctionnement :

- Dans le cadre de la création de l'Institut agro (Salons, déplacements, activités de représentation et de communication notamment) ;
- Dans le cadre de la mise en place de nouvelles dynamiques au sein de l'école (actions de formations et de sensibilisations à l'attention des personnels et des managers, mise en place du cycle « Transformer », accompagnement des situations RH présentant des RPS, structuration du CODIR...)

Budget commun :

Avec respectivement 66% de consommation d'AE et 31% de consommation de CP, l'exécution est forte sur ce premier quadrimestre, tout en restant cohérente avec le calendrier des dépenses programmées.

La consommation en AE traduit les engagements importants pris au titre du budget commun :

- Le SIA (Salon International de l'Agriculture) 2021 : 230k€
- La mise en œuvre de la prestation d'accompagnement DELOITTE sur la réorganisation de la chaîne financière, dont les livrables sont attendus à la fin du premier semestre : 131k€
- Les dépenses relatives aux contrats de maintenance et licences SI, notamment :
 - SI Finance – Cocktail : 270k€
 - SI Paye : 50k€
 - Licences de visioconférence ZOOM : 25k€

Dijon :

La consommation pour ce premier quadrimestre est de 35% en AE et 24% en CP.

La consommation d'AE par destination met en évidence 2 éléments significatifs : près de la moitié des crédits sont consommés sur l'immobilier (46%), notamment du fait de l'engagement de contrats en début d'année, ceux de la vie étudiante sont également consommés à 49%.

La lecture de la consommation de CP par destination met en évidence une exécution plus importante sur l'immobilier et plus faible sur les fonctions support et les prestations de service.

Montpellier :

La consommation pour ce premier quadrimestre est de 23% en AE et 30% en CP.

S'agissant des AE, le taux d'exécution s'avère inférieur au taux d'exécution des années précédentes. Il résulte d'une prévision significativement plus élevée du fait du futur marché Chauffage Ventilation et Climatisation (CVC) qui prévoit un engagement sur 10 ans.

En volume financier, la consommation augmente de manière significative et traduit le rattrapage du retard pris dans le traitement des factures sur le début de cet exercice 2022. En effet, la fin de l'exercice 2021 a été très fortement ralentie par la situation RH de l'antenne montpelliéraine de l'agence comptable. Ceci a fortement impacté les taux d'exécution des CP au compte financier 2021 laissant un montant important de reste-à-payer à régulariser (compte 4081 présentant un solde de 1 662 k€).

Rennes – Angers :

Les taux d'exécution des dépenses de fonctionnement s'élèvent à 48% en AE et 27% en CP. S'agissant des AE, il dépasse le niveau envisagé de 25% pour le 1er quart de l'année.

Le niveau de consommation des crédits de paiement en dépenses de fonctionnement se situe quant à lui à un niveau conforme au seuil précité, alors même que le taux de consommation des crédits de paiement.

A noter que le niveau d'exécution des dépenses de fonctionnement est variable selon qu'elles sont rattachées ou non à des opérations : le niveau d'exécution des dépenses hors opérations (ou dépenses annuelles) atteint 50%. Quant au niveau d'exécution des dépenses sur opérations, il est très élevé pour les opérations dites non fléchées (75% en AE) et très faible pour les opérations fléchées (16% en AE). Le niveau de consommation de crédits de paiement est identique à celui des AE.

Ce niveau de consommation élevé s'analyse ainsi :

- Département Formation Vie Etudiante (64% en AE) : la contribution aux concours Agroparistech est due au titre des années 2021 et 2022 (91.5K€) du fait d'un report de charges ;
- La direction de la recherche a engagé 46% de ses crédits au 30/04, ce niveau de consommation est dû à l'engagement dans leur totalité des dépenses relatives aux adhésions et aux contributions ;
- Gouvernance et support : niveau de consommation anormalement élevé (55% pour la période), notamment en raison d'une mauvaise évaluation des besoins de la DirCom ;
- Le budget de la Direction générale (DG) atteint un niveau de consommation de 96% au 30/04 ;
- Le budget de la Direction des partenariats (DPP) atteint un niveau de consommation 91% au 30/04, particulièrement élevé suite au transfert de la convention de partenariat avec le prestataire PERLEZENN CONSEIL (Nolwenn LAUTRAM) pour des actions de coopération de la DRH vers la DPP après la construction du BI : 40 000 € en AE et CP ;
- Le budget de la direction des affaires financières (DAF) est consommé à 78% au 30/04, en raison du nombre significatif des déplacements effectués par le personnel de l'agence comptable pour se rendre sur les sites de Montpellier et Dijon ;
- Le budget du service de documentation atteint un niveau de consommation de 76% au 30/04.

Prévision d'atterrissage actualisée au 31/12/2022 :

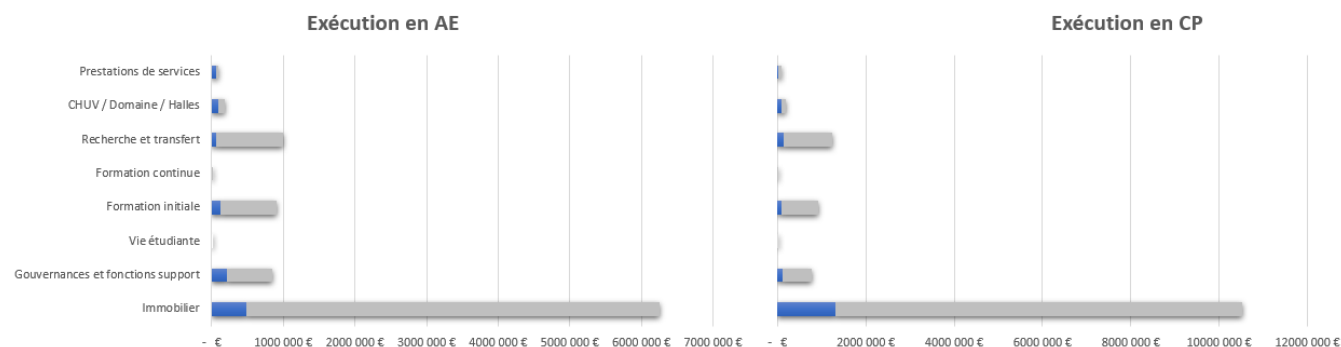
La trajectoire prise par notre exécution budgétaire sur ce premier semestre et la prise en compte d'éléments nouveaux et non prévisibles, nous conduit à redéfinir notre prévisionnel d'exécution au 31/12/2022 avec une consommation envisagée de 37 998 k€ en AE et 30 079 € en CP, soit un besoin complémentaire de 746 k€ en AE et 490 k€ en CP.

Ce prévisionnel s'explique par les éléments suivants :

- Augmentation du coût des fluides : + 450 k€ en AE/CP ;
- Notification du marché du nouvel SI Finance PEP Inetum : + 256 k€ en AE pour le marché relatif à la prestation de location maintenance, quand bien même la prestation ne démarrera qu'en 2025 lors de sa mise en œuvre, selon le scénario retenu par la DGER pour l'ensemble des écoles au niveau national ;
- Projet de Chaire Agrotech sur la Fondation Institut Agro Dijon : + 40k€ en A/CP.

LES DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Situation au 30/04/2022 des dépenses d'investissement :



Avec un taux de consommation de 11% en AE et 13% en CP, le niveau d'exécution des dépenses d'investissement est faible mais vient traduire un calendrier relatif en majeure partie à celui des opérations de travaux immobilier (représentant l'essentiel des dépenses programmées) qui ne suit pas une tendance linéaire contrairement au budget de fonctionnement. A noter que l'inflation actuelle des coûts prévoit une augmentation du coût des travaux de 5 à 7%.

A l'instar de ce qui est observé en matière de crédits de fonctionnement, on retrouve des disparités entre écoles.

Budget commun :

Nature	Libellé	Fléché	BI 2022		Exécution		% Exécution		Prévisionnel		Besoin	
			AE 2022	CP 2022	AE 2021	CP 2021	AE	CP	AE	CP	AE	CP
S/TOTAL INVESTISSEMENT			2 152 725 €	4 793 884 €	286 295 €	552 399 €	13%	12%	2 747 499 €	4 177 704 €	594 774 €	- 616 180 €
Investissement	DSI		40 000 €	40 000 €					610 445 €	243 128 €	570 445 €	203 128 €
Investissement	Hors opération				13 400 €	672 €					- €	- €
Investissement	MSA - NEC (Modernisation : salles de visioconférence)	N	495 000 €	509 000 €					471 889 €	435 410 €	- 23 111 €	- 73 590 €
Investissement	MSA - Plan de Reliance - RENOVATION ENERGETIQUE BOUCLE NORD BAT 26	O	10 000 €	875 000 €	55 529 €		555%		10 000 €	875 000 €	- €	- €
Investissement	MSA - Plan de Reliance BAT 27	O	18 000 €	251 126 €	4 670 €	858 €	26%		18 000 €	249 992 €	- €	- 1 134 €
Investissement	MSA - Plan de Reliance - ENVELOPPE THERMIQUE CENTRE DE RESSOURCES	O	- €	38 000 €	36 137 €	390 €		1%	390 €	39 134 €	390 €	1 134 €
Investissement	MSA - Plan de Reliance RENOVATION ENERGETIQUE BOUCLE NORD - BAT 23	O	10 000 €	120 000 €		32 709 €		27%	32 710 €	120 000 €	22 710 €	- €
Investissement	MSA - Plan de reliance	O	- €	- €					- €	- €	- €	- €
Investissement	MSA - CPER - PLATEAUX (halle hydraulique)	O	- €	- €	5 871 €	10 €			11 €	9 051 €	11 €	9 051 €
Investissement	MSA - AGROFABLAB	O	- €	- €	54 554 €				- €	64 539 €	- €	64 539 €
Investissement	ACO - HORS CPER - Accessibilité	O	20 000 €	20 000 €					20 000 €	20 000 €	- €	- €
Investissement	ACO - CPER 2015-2020 - Réhabilitation du campus d'Angers	O	75 000 €	15 000 €					100 000 €	15 000 €	25 000 €	- €
Investissement	ACO - HORS CPER - Mise en sécurité des façades des bâtiments E et F à Angers	O	613 389 €	300 000 €					611 604 €	300 000 €	- 1 785 €	- €
Investissement	ACO - CPER 2015-2020 - Réhabilitation cœur de campus (bat 11)	O	521 336 €	2 424 780 €	382 239 €	229 638 €	73%	9%	852 450 €	1 786 450 €	331 114 €	- 638 330 €
Investissement	ACO - CPER 2021-2027 - Rénovation bat 18	O		50 978 €					- €	- €	- €	50 978 €
Investissement	ACO - CPER - Remise en état du bâtiment 22	O	350 000 €	150 000 €		22 018 €		15%	20 000 €	20 000 €	- 330 000 €	- 130 000 €

Le budget commun qui ne porte en investissement que les opérations de travaux « historiques » des 2 écoles de Montpellier et Rennes-Angers s'inscrit dans cette même tendance avec respectivement 13% de consommation en AE et 12% en CP.

Une grande partie des opérations feront l'objet d'un calendrier qui fera apparaître les consommations d'AE et de CP sur la seconde partie de l'année ce qui explique ce faible taux de consommation à ce stade.

A noter que l'opération de réhabilitation du BAT 11 sur le campus de Rennes, initialement prévu livré lors du 1^{er} trimestre 2022, a pris du retard et verra la livraison retardée au second semestre, ce qui viendra consommer un volume important de crédits en AE (470k€) et CP (1 556k€) à cette occasion.

Dijon :

Les taux d'exécution en dépenses d'investissement atteignent respectivement pour les AE et les CP, 8% et 9% par rapport à la prévision initiale.

S'agissant des CP, une sous-consommation importante est à noter et s'explique par les éléments suivants :

- Un faible niveau de dépôt des factures par les fournisseurs en début d'année ;
- Une part dédiée aux opérations d'investissement de l'année, qui seront engagés plus tard ;
- Dans une moindre mesure, le décalage du démarrage de l'activité financière en début d'année.

S'agissant des AE :

- L'estimation 2022 des dépenses d'investissement est moins élevée cette année. En effet, 2,5 M€ de travaux avaient été engagés en fin d'année dans le cadre du plan de relance et 2022 sera plutôt l'année de réalisation de ces travaux ;
- Pour autant, 1,8 M€ sont prévus sur l'année. Ils seront toutefois engagés plus tard dans l'année.

Montpellier :

L'exécution très faible au 30/04/2022 en AE (10%) s'explique par un contexte particulier au niveau des services de la Direction des Services Généraux (Service Patrimoine et Architecture) qui affichent un taux d'exécution extrêmement bas. Les opérations prévues tardent à être lancées. L'équipe, réduite, étant par ailleurs mobilisée par les opérations du plan de relance.

S'agissant des CP, cette consommation plus élevée (20%) que les années précédentes s'explique par le rattrapage sur le premier trimestre 2021 du paiement des factures n'ayant pas pu être payées fin 2021 pour les raisons précédemment évoquées.

Rennes - Angers :

Les taux d'exécution en dépenses d'investissement sont de 12% en AE et 9% en CP. Cette consommation des autorisations d'engagement et des crédits de paiement en investissement au 30/04/2022 est insuffisante pour le 1^{er} quart de l'année.

- Les dépenses d'investissement hors opérations : le programme d'investissement (PI) engagé sur fonds propres
 - Informatique (315k€) : 101k€ en AE (32%) et 32k€ en CP (10%)
 - Travaux et acquisition patrimoine (955k€ en AE et 1246k€ en CP) : 120k€ en AE (13%) et 167k€ en CP (13%)
 - Acquisitions pour la formation et la recherche (200k€) : 0€ en AE/CP
- Les dépenses d'investissement sur opérations :

Le taux de réalisation des dépenses sur opération est très faible au terme du premier quadrimestre. Il s'explique par le démarrage fin du premier quadrimestre 2022 de certaines opérations et la validation du financement de nouvelles opérations arrivée en fin d'année 2021 n'ayant pu permettre leur intégration au BI 2022.

- Les dépenses d'investissement sur les opérations de recherche
Au titre de l'année 2022, ont été prévus, 233 K€ en AE et 243K€ en CP. Le taux de consommation au 30/04 en AE et CP est faible : 3%.

Prévision d'atterrissage actualisée au 31/12/2022 :

Notre point d'atterrissage en fin de gestion prévoit une exécution au 31/12/2022 de 9 961 k€ en AE et 14 084 k€ en CP, soit un ajustement de 576 k€ en AE complémentaires, et 245 k€ en CP.

Ce réajustement du prévisionnel s'expliquent par :

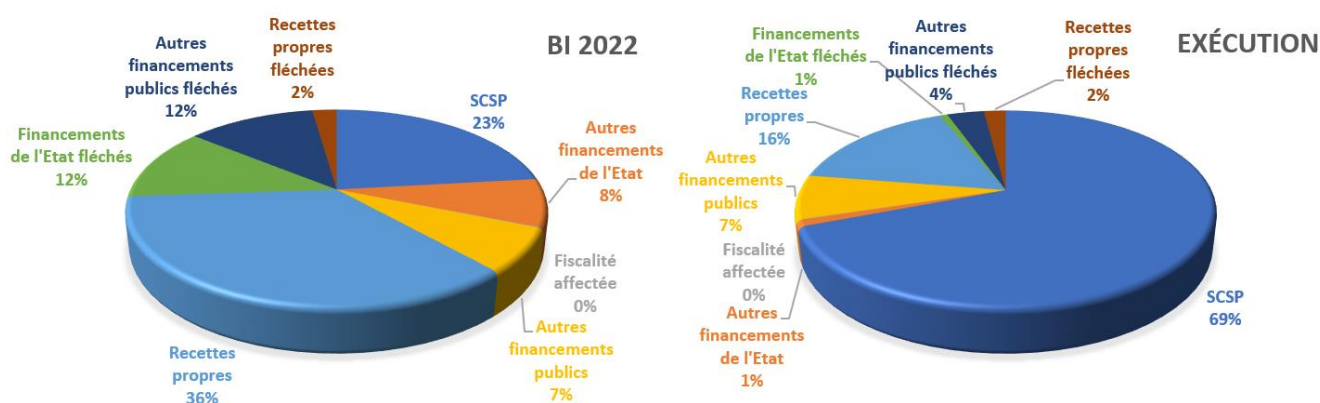
- Notification du marché du nouvel SI Finance PEP Inetum : marché relatif à la prestation d'accompagnement projet (équipe projet, intégration, formation, acquisitions licences).

II.2 L'exécution des recettes

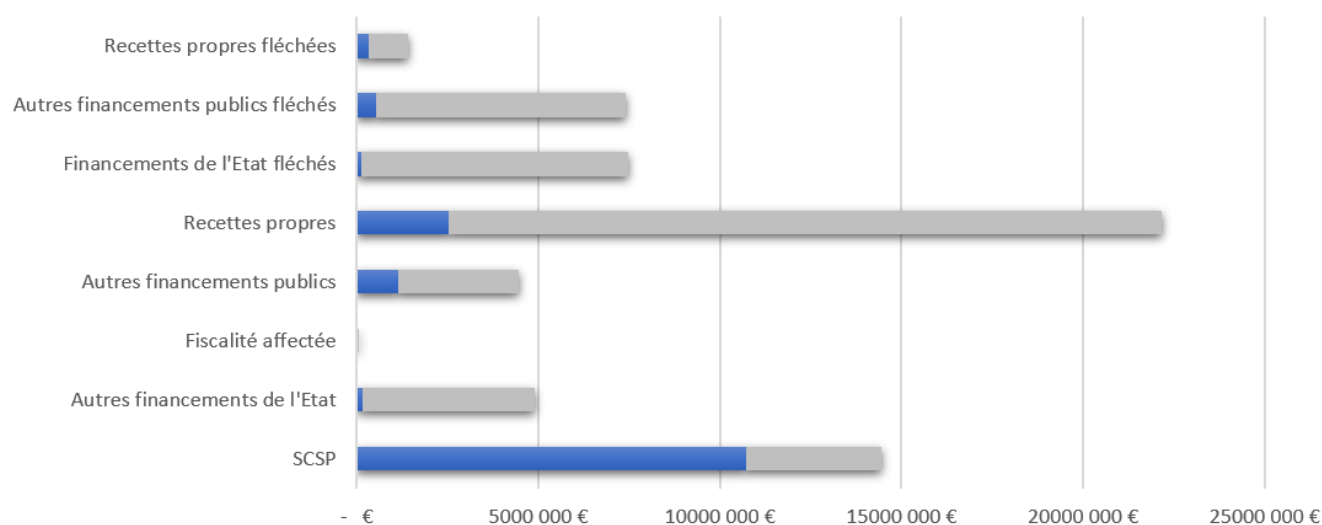
Situation s'agissant des recettes au 30/04/2022 :

Nature de recettes	BI 2022	Exécuté	%	A recevoir	BR 2 2022
Recettes globalisées	46 976 442 €	14 558 889 €	31%	32 417 553 €	46 976 442 €
SCSP	14 454 167 €	10 734 258 €	74%	3 719 909 €	14 454 167 €
Autres financements de l'Etat	4 901 930 €	156 686 €	3%	4 745 244 €	4 901 930 €
Fiscalité affectée	66 040 €	14 166 €	21%	51 874 €	66 040 €
Autres financements publics	4 466 727 €	1 132 005 €	25%	3 334 722 €	4 466 727 €
Recettes propres	23 087 578 €	2 521 774 €	11%	20 565 804 €	23 087 578 €
Recettes fléchées*	17 022 117 €	967 291 €	6%	16 054 826 €	17 129 117 €
Financements de l'Etat fléchés	7 453 343 €	120 000 €	2%	7 333 343 €	7 453 343 €
Autres financements publics fléchés	7 407 673 €	531 356 €	7%	6 876 317 €	7 407 673 €
Recettes propres fléchées	2 161 101 €	315 935 €	15%	1 845 166 €	2 268 101 €

Répartition des recettes par nature :



Exécution Recettes



Au bilan de ce premier quadrimestre, le budget hors fondation a observé l'encaissement de 25% des recettes prévues au budget voté, avec un taux plus élevé s'agissant des recettes globalisées avec 32%, notamment pour une part importante avec le SCSP, contre 6% pour les recettes fléchées à mettre en relation avec le faible taux de consommation observé sur les crédits d'investissement relevant de calendriers liés aux opérations qu'il s'agisse de travaux ou de convention de partenariats.

Il convient de préciser que le traitement des recettes fait l'objet d'un retard de traitement, au-delà du contexte précisé en préambule de ce rapport, du fait de l'absence prolongée d'une ressource RH en charge des recettes sur l'agence comptable de Rennes. Cela a pour conséquence d'accroître les recettes en attente de rapprochement. Ce constat s'objective à partir des données issues du compte d'imputation provisoire affichant un montant total de recettes à rapprocher au 30/04/2022 de 4,66M€, dont 3,73M€ antérieures à l'exercice 2022.

▪ Recettes globalisées

- Subvention pour charges de service public

Portée par le budget commun, la première part de la SCSP a été versée en ce début d'exercice, et sera complétée sur le dernier trimestre de l'année, complétée de la subvention du MESRI. Ceci explique pourquoi 74% des encaissements sont réalisés à ce stade conformément au calendrier prévisionnel.

Le prévisionnel en fin d'exercice ne fait pas l'objet d'une modification.

- Fiscalité affectée

A ce stage, 21% des encaissements ont été réalisés sans faire l'objet d'observations particulières ni de modification quant au prévisionnel d'atterrissage.

- Autres financements de l'Etat

Le taux d'encaissement de 3% est conforme au calendrier de traitement des recettes. En effet, les subventions DNA (Dispositif National d'Appui) et de la formation continue feront l'objet d'un acompte d'ici la fin du second semestre avec un versement complémentaire en fin d'exercice.

La trajectoire d'ici la fin de gestion n'observe pas de modifications.

- Autres financements publics

Avec un niveau à 25% des prévisions d'encaissement, le taux affiché répond au plan de trésorerie envisagé, au regard de l'avancement des projets concernés. Pour autant des décalages infra sont à observer, notamment sur l'école de Rennes-Angers qui affiche un niveau d'encaissement à 70% du prévisionnel contre 10% sur Dijon et 16% sur Montpellier.

Pour autant, le point d'atterrissage sur ces recettes ne fait pas l'objet de réévaluation pour la fin de gestion.

- Recettes propres

Au 30/04/2022, 11% des recettes prévues ont fait l'objet d'un encaissement. Ce taux s'explique pour une partie l'école de Dijon dont le contexte de démarrage post intégration a ralenti le traitement des recettes. Par ailleurs, une grande partie des recettes prévues sur cette nature feront l'objet d'un encaissement sur la seconde partie de l'exercice, notamment s'agissant de :

- Le loyer 2021 versé par l'INRAE sur l'école de Rennes-Angers ;
- Les loyers des étudiants qui ne sont pas encore encaissés à ce jour ;
- Les recettes de taxe d'apprentissage interviennent en fin d'exercice.

- **Recettes fléchées**

- Financements de l'Etat fléchés

Avec un faible taux d'exécution des recettes sur cette nature (2%), les recettes relatives aux financements de l'Etat fléchés sont à mettre en corrélation avec les dépenses d'investissement auxquelles elles sont liées :

- Opérations de travaux relatifs au plan de relance ;
- Projet Hercule 4.0 (développement des systèmes d'information dans la sphère formation) dont l'encaissement de 2 M€ est programmé

Le réajustement du calendrier de certaines opérations de travaux fait diminuer de 1,2M€ la prévision de ces recettes sur la fin de gestion.

A noter que sur l'école de Dijon, le financement de l'Etat au titre du plan de relance pour la rénovation énergétique globale du bâtiment Epicure a été totalement encaissé fin 2021, contrairement à ce qui avait été prévu. Ainsi, la prévision de recette de 1M€ doit-elle être déprogrammée.

- Autres financements publics fléchés

Avec un encaissement de 7% des recettes prévues, le taux affiché est légèrement inférieur à la tendance globale et relève d'encaissements programmées plus tardivement sur l'exercice.

Cela concernera notamment la perception des soldes des projets HOLOFARM et POLISTR sur Rennes-Angers justifiés en mars 2022 pour des montants s'élevant respectivement à 395K€ et 300 K€.

Sont prévus par ailleurs les encaissements du solde des projets JUSSIE et PROGRILIVE qui se sont terminés en 2021 (respectivement 260 K€ et 90K€).

Le prévisionnel actualisé prévoit une augmentation des financements publics de 671k€.

- Recettes propres fléchées

Les recettes propres fléchées, avec un taux d'encaissement de 22% au 1^{er} quadrimestre, prévoit une diminution du prévisionnel de 490k€ sur l'exercice, en raison d'une opération prévue au budget de l'école de Montpellier dont les recettes étaient prévues en recettes propres fléchées et qui relève finalement d'un traitement en opération pour compte de tiers.

Prévision d'atterrissage actualisée au 31/12/2022 :

Le nouveau prévisionnel prévoit une augmentation des recettes de 107 k€ correspondant aux financements à recevoir de la chaire Agrotech sur la Fondation Institut Dijon.

II.3 Le solde budgétaire

Le solde budgétaire est un indicateur lié à la mise en œuvre du décret relatif à la gestion budgétaire et comptable (GBCP). Il correspond à l'écart entre les recettes encaissées et les crédits de paiement (dépenses décaissées). Le solde budgétaire n'est pas obligatoirement à l'équilibre : il peut être excédentaire ou déficitaire.

Son évolution est fortement associée aux opérations pluriannuelles et aux opérations fléchées qui ont un impact significatif sur la trésorerie du fait de volumes d'encaissement et de décaissements pouvant être décalés sur des exercices différents.

Au bilan au quart de cet exercice, la consommation de 16 362k€ en crédits de paiement comparée à l'encaissement de 15 526k€ de recette conduit à obtenir un solde budgétaire à date déficitaire de 836 k€. Il vient traduire un rythme de consommation plus soutenue en ce début d'exercice par rapport aux exercices précédents tandis que celui des recettes démarre de façon asynchrone et selon plusieurs facteurs cumulatifs :

- Un calendrier plus tardif dans la réception des recettes quelles que soient leurs provenances ;
- Une contrainte conjoncturelle sur une partie de la chaîne de la recette sur l'agence comptable de Rennes et les effets de bord de l'intégration de Dijon impliquant une inertie dans le circuit de la recette sur cette école ;
- L'encaissement de recettes de subventions intervenant plutôt sur le 2nd quadrimestre ;
- Un compte d'imputation provisoire affichant un volume élevé de recettes à rapprocher (4,66M€).

Au regard de l'actualisation du prévisionnel de notre point d'atterrissage en dépenses de 66 900 k€ et en recettes de 64 106 k€, le solde actualisé devient déficitaire de 2 795 k€.

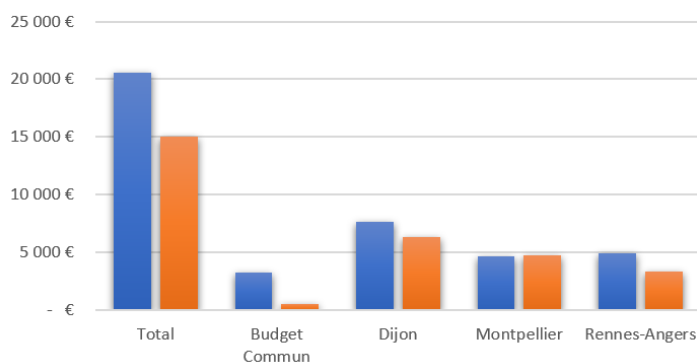
II.4 Les Restes à Payer

Les restes à payer (RAP) correspondent à la dette de l'établissement, c'est-à-dire au montant des engagements juridiques (EJ) diminué du total des paiements déjà réalisés sur ce même EJ.

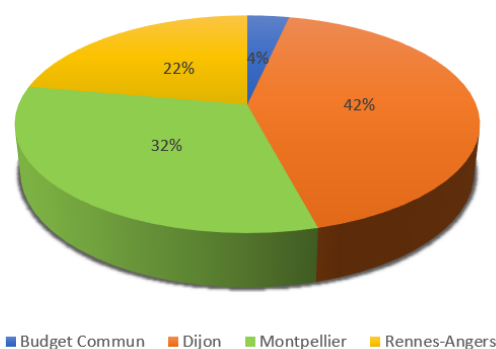
Au 30/04/2022, le total des RAP est de 15 013k€, soit une réduction de 27% (-5 546k€) par rapport aux RAP arrêtés en fin de gestion 2021 (compte financier 2021).

RAP	CF 2021	30/04/2022
Total	20 559 €	15 013 €
Budget Commun	3 273 €	519 €
Dijon	7 677 €	6 370 €
Montpellier	4 662 €	4 789 €
Rennes-Angers	4 947 €	3 335 €

RAP : CF 2021 vs CRG 1



Répartition des RAP par budget



Il convient de préciser également que sur les 15 013k€, 3 024k€ concernent des SF non dénoués (compte 408) en raison d'absence de facture fournisseur, ou de traitement de la DP non réalisé à date par l'agence comptable.

III – L'équilibre financier

Au solde budgétaire vient s'ajouter le solde d'opérations non budgétaires qui impactent aussi la trésorerie. L'ensemble de ces opérations peut aboutir à un prélèvement ou à un abondement de trésorerie. Les opérations non budgétaires comprennent des opérations neutres à termes mais qui occasionnent des décalages intermédiaires de trésorerie, elles sont précisées ci-après.

- **Dispositifs d'intervention** tels que le fonds d'urgence, les bourses (mobilité internationale DGER, ERASMUS...) gérés en opérations pour compte de tiers

Les dispositifs d'intervention pour le compte de diverses entités publiques transitent par les comptes de l'établissement (bourses, sécurité sociale étudiante...). L'établissement ne dispose d'aucune marge d'appréciation dans la redistribution de ces fonds. Ces opérations sont retracées dans le tableau 5 « Opérations pour compte de tiers » et n'ont qu'un impact ponctuel sur la trésorerie de l'établissement.

Actuellement, les opérations en compte de tiers concernent : les cautions pour les hébergements des étudiants, les prêts octroyés à des personnels et étudiants.

Ces dispositifs bien que sous utilisés sur le précédent exercice, ont été mis en œuvre au dernier trimestre 2021 dans le cadre de la gestion des bourses Erasmus et le reversement par l'Institut des aides du ministère de l'agriculture et de l'alimentation.

Au 30/04/2022, les dispositifs d'intervention pour compte de tiers et les autres opérations non budgétaires observent 1 443k€ d'encaissement pour 5 861k€ de décaissement, montant intégrant les éléments de paye non intégrés budgétairement. Ces mouvements intègrent par ailleurs, l'opération Hercule 4.0.

- **Projet HERCULE 4.0**

Le projet Hercule 4.0 a pour objet la transition et développement du numérique dans les sphères de formation : 700 K€ d'avance ont été encaissés fin 2021. Sur cette somme, 191 K€ constituent une avance de subvention pour l'école et feront l'objet d'un titre budgétaire prochainement, 52 K€ ont été ventilés à l'école de Montpellier. 457 K€, soit le solde, ont été reversés aux partenaires.

- **TVA**

S'agissant de la gestion de la TVA : l'Institut Agro dispose de 3 secteurs de TVA. En effet, l'établissement est assujéti pour les activités de recherche mais exonéré pour les activités de formation. Pour le reste des activités (essentiellement le support aux missions de l'établissement), un coefficient forfaitaire de déduction de TVA est appliqué aux dépenses éligibles. Le prorata appliqué en 2022 est de 43%.

A date, la gestion de la TVA a généré 501k€ de décaissement pour 209k€ d'encaissement.

A noter : notification d'un marché de gestion de la TVA et d'optimisation fiscale lancé au dernier semestre 2021 afin d'apporter une expertise sur la gestion de la TVA 2019, 2020 et 2021 dans le but d'un éventuel rescrit pour ces exercices auprès des services fiscaux. Par ailleurs, deux prestations complémentaires sont prévues : détermination du taux de TVA proratisé 2022 et formation/transfert de compétence au sein de l'Institut. Cette prestation fait d'ores et déjà apparaître pour le seul exercice 2019, une récupération de TVA versée par excès aux services fiscaux de près de 400k€ sur l'exercice 2022 ou suivant.

- Opérations sous mandat.

L'ensemble des mouvements de trésorerie ainsi identifiés aboutit à un prélèvement de 5 604k€ sur la trésorerie.

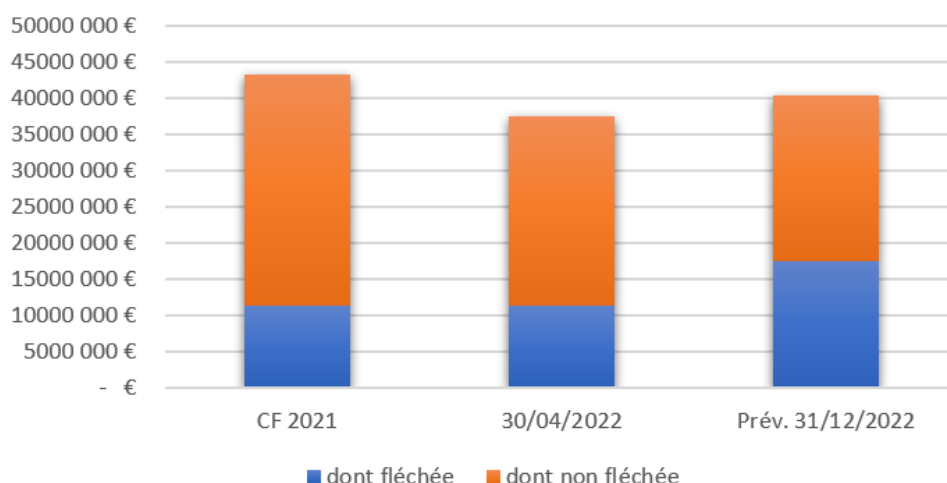
Ce prélèvement reflète la synthèse entre l'évolution de la trésorerie fléchée et celle de la trésorerie disponible. La trésorerie fléchée a été prélevée à hauteur de 154k€ sur des opérations dites « fléchées » répondant à la définition de pluri annualité et d'un montant supérieur à 300k€. A titre d'exemple, les travaux d'investissement financés par l'Etat (plan de relance, CPER) et par l'Union européenne, répondent à cette définition.

La trésorerie disponible (non fléchée) a été prélevée de 5 451k€.

Situation de la trésorerie au 30/04/2022

Trésorerie	CF 2021	30/04/2022	Prév. 31/12/2022
Total	43 135 088 €	37 531 067 €	40 268 636 €
dont fléchée	11 450 709 €	11 297 376 €	17 557 329 €
dont non fléchée	31 684 379 €	26 233 691 €	22 711 307 €

Evolution trésorerie



Compte tenu du prélèvement opéré sur la trésorerie tant fléchée que non fléchée, le niveau à date de la trésorerie est de 37 531k€, traduisant les décalages entre les décaissements et encaissement. Pour autant la trajectoire envisagée pour l'atterrissage de la gestion 2022, au regard des besoins complémentaires prévoit une diminution de 2 866 k€ de la trésorerie au niveau global, avec une diminution de la trésorerie non fléchée de 8 973 k€.

IV – La soutenabilité financière 2021

La soutenabilité du budget s'apprécie au regard du solde budgétaire et des variations de trésorerie, du fonds de roulement et du besoin en fonds de roulement. L'objet est de déterminer si l'établissement est solvable à court et moyen terme.

Naturellement, la situation initiale et le caractère exceptionnel de certaines opérations passées au cours de l'exercice tempèrent cette analyse qui doit être complétée par celle des « restes à payer », qui obèrent les capacités futures de l'établissement.

Ainsi, l'analyse commence par celle du solde budgétaire ; elle est complétée par celle de l'équilibre financier et de la situation patrimoniale qui permet de déterminer la situation finale du fonds de roulement, du besoin en fonds de roulement et de la trésorerie.

IV.1 La situation patrimoniale

Le compte de résultat

Le compte de résultat retrace les recettes dont les droits ont été constatés au cours de l'exercice, et les dépenses pour lesquelles le service a été fait au cours de l'exercice, indépendamment des encaissements et décaissements.

Ainsi, les flux budgétaires sont augmentés ou diminués de diverses opérations comptables : charges à payer, produits à recevoir, charges et produits constatés d'avance, dotation aux amortissements, reprises de subventions d'investissement au compte de résultat, provisions.

CHARGES	Montants CF 2021	Montants BR 1 2022	Montants BR 2 2022	Ecart entre le BR 2 et le BR 1	PRODUITS	Montants CF 2021	Montants BR 1 2022	Montants BR 2 2022	Ecart entre le BR 2 et le BR 1
Personnel	18 696 750 €	22 424 633 €	22 705 633 €	281 000 €	Subventions de l'Etat	20 884 300 €	23 536 618 €	23 536 618 €	- €
dont charges de pensions civiles*					Fiscalité affectée	124 160 €	66 040 €	66 040 €	- €
Fonctionnement autre que les charges de personnel	30 437 774 €	36 985 349 €	37 475 349 €	490 000 €	Autres subventions	4 818 870 €	9 349 255 €	9 349 255 €	- €
Intervention (le cas échéant)					Autres produits	24 236 206 €	27 017 712 €	27 124 712 €	107 000 €
TOTAL DES CHARGES (1)	49 134 524 €	59 409 982 €	60 180 982 €	771 000 €	TOTAL DES PRODUITS (2)	50 063 536 €	59 969 626 €	60 076 626 €	107 000 €
Résultat prévisionnel : bénéfice (3) = (2) - (1)	929 012 €	559 644 €	- €	- 559 644 €	Résultat prévisionnel : perte (4) = (1) - (2)	- €	- €	104 356 €	104 356 €
TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)	50 063 536 €	59 969 626 €	60 180 982 €	211 356 €	TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)	50 063 536 €	59 969 626 €	60 180 982 €	211 356 €

L'augmentation de nos charges à l'occasion du BR 2 sans financement hormis sur le budget annexe de la fondation conduit à dégrader notre résultat par rapport au BR 1, avec un déficit de notre résultat à hauteur de 104 k€ ce qui impactera d'autant notre CAF.

L'objectif d'apurement de nos recettes sur le compte d'imputation provisoire pourrait permettre d'améliorer considérablement ce résultat.

IV.2 La capacité d'autofinancement

La capacité d'autofinancement (CAF) est l'aptitude d'un établissement à financer tout ou partie de ses investissements sans subvention ni emprunt. Elle correspond à l'ensemble des ressources financières dégagées par l'activité de l'établissement dont il doit disposer pour couvrir ses besoins. Elle peut être calculée à partir du résultat prévisionnel de l'exercice en intégrant les dotations aux amortissements et provisions nettes des reprises.

	Montants CF 2021 (CF Institut Agro + CF Agrosup Dijon)	Montants BR 1 2022	Montants BR 2 2022	Ecart entre le BR 2 et le BR 1
Résultat prévisionnel de l'exercice (bénéfice (3) ou perte (-4))	929 012 €	559 644 €	- 104 356 €	- 664 000 €
+ dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	6 660 895 €	7 224 520 €	6 693 046 €	- 531 473 €
- reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	2 638 087 €	144 798 €	2 319 728 €	2 174 930 €
+ valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés	- €	- €	- €	- €
- produits de cession d'éléments d'actifs	16 452 €	- €	14 600 €	14 600 €
- quote-part reprise au résultat des financements rattachés à des actifs	1 116 721 €	3 397 984 €	1 320 000 €	- 2 077 984 €
= capacité d'autofinancement (CAF) ou insuffisance d'autofinancement (IAF)	3 818 647 €	4 241 381 €	2 934 362 €	- 1 307 019 €

Les données sont basées sur les éléments du CF 2021 agrégés des 3 écoles et du BR 1 pour le budget annexe de la fondation Institut Agro. La CAF projetée en fin de gestion s'établit ainsi à 2 934 k€.

Pour autant, un travail de fiabilisation du parc immobilier basé sur les évaluations de la DRFIP 34 en 2018, impactant le calcul sur les immobilisations (les travaux) de l'école de Montpellier depuis 2018, à l'instar de ce qui a été fait sur l'école de Rennes-Angers sur la fin de gestion 2021, devrait avoir un impact non négligeable sur

celle-ci sans qu'il soit possible actuellement d'en déterminer les conséquences. Il convient donc d'avoir une approche prudentielle sur notre capacité d'autofinancement affichée.

IV.3 Le fonds de roulement (FDR)

Le fonds de roulement correspond à la différence entre les capitaux permanents (capitaux propres, subventions, dette à moyen et long terme) et les emplois à long terme (immobilisations). Il représente donc une ressource stable et durable.

Ce tableau repart de l'autofinancement et ajoute à ce financement les autres ressources permettant de financer les investissements (subventions d'investissement). Il permet de déterminer le prélèvement opéré sur le fonds de roulement ou au contraire son abondement dans le cas d'un financement supérieur au besoin.

EMPLOIS	Montants CF 2021 (CF Institut Agro + CF Agrosup Dijon)	Montants BR 1 2022	Montants BR 2 2022	Ecart entre le BR 2 et le BR 1	RESSOURCES	Montants CF 2021 (CF Institut Agro + CF Agrosup Dijon)	Montants BR 1 2022	Montants BR 2 2022	Ecart entre le BR 2 et le BR 1
Insuffisance d'autofinancement	- €	- €	- €	- €	Capacité d'autofinancement	3 818 647 €	4 241 381 €	2 934 362 €	- 1 307 019 €
Investissements	33 531 564 €	13 839 020 €	14 084 437 €	245 417 €	Financement de l'actif par l'État	29 546 600 €	3 043 452 €	3 043 452 €	- €
					Financement de l'actif par des tiers autres que l'État	-	2 193 150 €	2 544 803 €	2 544 803 €
					Autres ressources	2 558 441 €	53 819 €	53 819 €	- €
Remboursement des dettes financières	303 224 €	300 000 €	300 000 €	- €	Augmentation des dettes financières	164 388 €	251 378 €	251 378 €	- €
TOTAL DES EMPLOIS (5)	33 834 788 €	14 139 020 €	14 384 437 €	245 417 €	TOTAL DES RESSOURCES (6)	33 894 926 €	10 134 833 €	8 827 814 €	- 1 307 019 €
Augmentation du fonds de roulement (7) = (6)-(5)	60 138 €	- €	- €	- €	Diminution du fonds de roulement (8) = (5)-(6)	- €	4 004 188 €	5 556 624 €	1 552 436 €

A ce stade l'évaluation du fonds de roulement selon les prévisions d'atterrissage affiche une diminution de 5 557 k€, associé à une diminution du besoin en fonds de roulement (BFR) de 2 690 k€.

Ainsi en fin de gestion, le niveau final du fonds de roulement prévu est de 23 852 k€. Il sera à mettre en corrélation avec le PPI (Plan Pluriannuel d'Investissement) dont les travaux sont attendus pour le 15 septembre 2022.

Conclusion

La nécessité de cette nouvelle programmation de notre budget 2022 induite par des dépenses non prévisibles et inéluctables liées à un contexte d'inflation et le démarrage anticipé du projet SI Finance souhaité par la DGER, sans financement vient impacter nos charges sans augmentation de nos produits (hormis pour le budget annexe), pour rappel :

Dépenses de personnel :

- + 234 k€ (AE/CP) de revalorisation des contractuels sur le budget principal sans financement
- + 47 k€ (AE/CP) de la chaire de Dijon sur le budget annexe avec financement

Dépenses de fonctionnement :

- + 255 k€ (AE) de location/maintenance du SI Finance sans financement
- + 450 k€ (AE/CP) de surcoût des fluides sans financement
- + 40 k€ (AE/CP) de la chaire de Dijon sur le budget annexe avec financement

Dépenses d'investissement :

- + 575 k€ en AE et + 245k€ en CP d'acquisition des licences et projet SI Finance sans financement

Recettes :

- + 107 k€ de la chaire de Dijon sur le budget annexe

L'intégration de ces dépenses nouvelles et récurrentes pour certaines d'entre elles (revalorisation des contractuels, fluides, location/maintenance du nouvel SI Finance) nous conduit à obtenir une trésorerie et un fonds de roulement en fin de gestion garantissant notre soutenabilité budgétaire sur l'exercice prochain et à moyen terme.